5ème Conférence Internationale sur l'Approche en termes de Capacités :
« Savoirs et Actions Publiques »
UNESCO, Paris, France, 11-14 septembre 2005

« Les Systèmes Agroalimentaires Localisés peuvent-ils s'inscrire dans une stratégie de lutte contre la pauvreté par le renforcement des capacités ? »

Version 12-08-2005

François BOUCHER (CIRAD/TERA - IICA – Mexico, francois.boucher@iica.int)
Ina SALAS CASASOLA (C3ED, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines - CIESTAAM Universidad Autonoma de Chapingo, Mexique inasalas@cablevision.net.mx)
Denis REQUIER-DESJARDINS (C3ED, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, denis.requier-desjardins@c3ed.uvsq.fr)
Aurélie CARIMENTRAND (C3ED, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, aurelie.carimentrand@c3ed.uvsq.fr)

Résumé

Au 3ème colloque (Pavia, 2003), nous avions fait le lien entre les capacités des agro-industries rurales (AIR) à se constituer en « systèmes agroalimentaires localisés » (SYAL) et leur impact positif sur les capabilités des petits agriculteurs familiaux que ce soit en termes d'accessibilité ou par rapport à leur projet de vie.

Dans cette communication, nous approfondissons le rôle des SYAL sur le renforcement des capabilités. Notre analyse se développe sur la région de la Mixteca, Oaxaca, un des Etats les plus pauvres du Mexique et avec un pourcentage très élevé de sa PEA allant vendre sa force de travail à l'extérieur de la région.

Dérivant de cette situation, on constate un développement de l'économie de « remesas » (envoi d'argent par les migrants à la famille restée sur place) mais qui ne semblent pas contribuer directement au développement durable de la région de la Mixteca car l'argent reçu participe plutôt à certaines stratégies individuelles et collectives (construction de maisons, églises, centres de loisirs et besoins immédiats). Par contre, l'Institut pour le développement de la Mixteca (Fundacion Ayú) cherche à réduire la pauvreté en promouvant le

développement rural par l'insertion économique des pauvres aux opportunités locales dans des projets collectifs.

Abstract

At the 3th conference (Pavia, 2003), we had established the link between the tendency of the rural agro-industry (RAI) to establish "localized agro-food systems" (LAFS) and their positive impact on capabilities of the small family farmers that it is in terms of accessibility or compared to their project of life.

In this communication, we want to look further into the role of the LAFS on the encouragement of capabilities. We analyze the area of "Mixteca", in Oaxaca, one of the poorest states of Mexico and with a very high percentage of its active population PEA that provide its labor force to the outside of the zone.

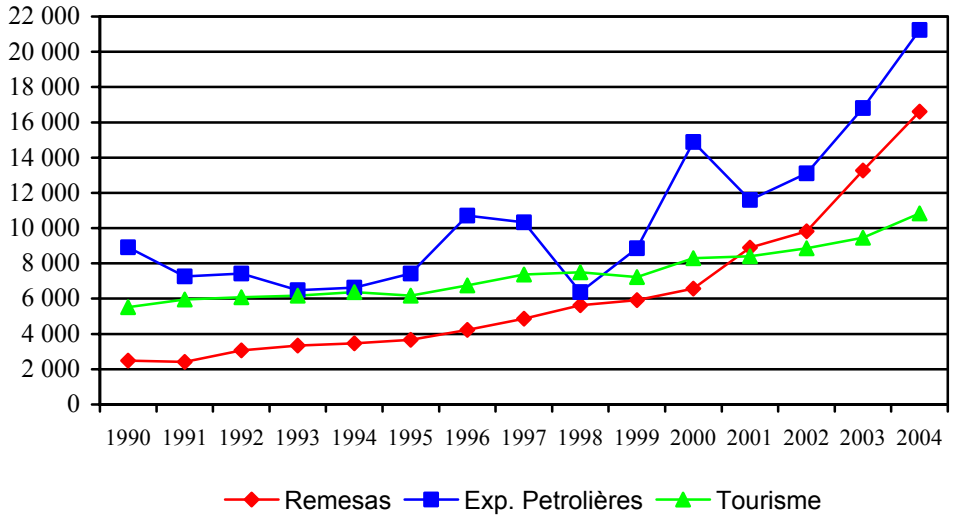
As a consequence of this situation, we find a development of the "remittance" economy (transfer of money by the migrants with their families living in the country of origin) but which does not seem to contribute directly to the sustainable development of the area because the money (remittance) seems to take part in some individual and collective strategies (construction of houses, churches, clubs and short-term consumption). On the other hand, the Institute for the development of Mixteca (Fundacion Ayú) seeks to reduce poverty by promoting rural development by the economic insertion of the poor into local opportunities of collective projects.

Introduction :

Le Mexique est la 12ème économie mondiale selon le dernier classement établi par la Banque Mondiale bien que 50% de sa population soit toujours pauvre selon les critères monétaires de la Banque Mondiale. Le Ministère mexicain du Développement Social (SEDESOL) estime que 40% des ménages souffre au moins d'une forme de pauvreté selon un classement basé sur le patrimoine, les capacités et l'alimentation (SEDESOL, 2005).

Cette pauvreté peut être mise en relation avec le phénomène, en croissance rapide, de l'émigration pour chercher des emplois et augmenter les revenus. En retour, les émigrants envoient des « remesas » ou transferts monétaires à leur famille, dont le montant aurait dépassé les 16,5 milliards de dollars en 2004. Cette somme représenterait le revenu le plus important du Mexique, après la rente pétrolière et celui du secteur de la sous-traitance (maquiladoras) et bien avant le tourisme (Graphique n°1). Pendant les années 90, les « remesas » ont eu une croissance soutenue: de 2,5 milliards de dollars en 1990 à plus de 16 milliards de dollars en 2004.

Graphique n°1 : Comparaison des principales sources de financement du Mexique



Source: Lozano, 2005

Néanmoins le montant de ces transferts est actuellement révisé par la SEDESOL car le mode de calcul utilisé pourrait avoir pris en compte des types de transferts commerciaux entre

entreprises qui n'ont rien à voir avec les remesas. Selon le dernier rapport de la SEDESOL, ces transferts n'auraient pas dépassé 9,653 milliards de dollars en 2004.

L'objectif de cette communication est de comparer le rôle des SYAL et celui des « remesas » dans la création des « capabilités ». Nous nous interrogerons donc sur la contribution des « remesas » envoyées par les migrants mexicains au développement et à la lutte contre la pauvreté mais surtout sur la manière dont elles y contribuent. Nous mobiliserons des constatations préliminaires sur la région de la Mixteca de Oaxaca pour comparer l'impact de l'économie de « remesas » sur le développement durable de cette région à celui dérivé des activités des agro-industries rurales soutenues par la Fondation Ayú, qui prend en compte l'approche des capacités d'A. Sen.

Cet article comprend deux sections. Dans la première section, qui relie le thème des « remesas» avec les capabilités, nous posons la question de savoir si l'augmentation des revenus liée aux remesas peut contribuer à réduire la pauvreté, en référence à deux approches théoriques : celle des « sustainable livelihoods », issue largement de la littérature sur l'économie des ménages ruraux ou « économie paysanne » ; et celle des « capabilities », inspirée par les travaux de A. Sen, en abordant tout d'abord le débat autour de l'impact des remesas, puis en analysant la situation au Mexique et dans la région Mixteca. La deuxième section approfondit l'analyse du rôle des SYAL dans le renforcement des capacités, à partir de l'étude de cas du programme caprin induit par la Fondation Ayú dans la Mixteca.

I. Les « Remesas » et les capabilités :

Les « remesas » sont définies comme la part du revenu des migrants qui sont envoyés du pays de résidence vers le pays d'origine. Ces « remesas » se décomposent en « remesas oficiales », c'est-à-dire des opérations de transfert d'argent réalisées par l'intermédiaire des banques et enregistrées dans les statistiques officielles, et les « remesas no oficiales », c'est-à-dire l'argent envoyé par courrier, par l'intermédiaire d'amis ou de membres de la famille, ou par les émigrants eux-mêmes (McKinley, 2003).

Ainsi la migration, lorsqu'elle se traduit par l'accès à un emploi à l'étranger, peut permettre d'accroître les revenus des migrants et de leur famille restée sur place, lorsqu'il y a transfert de revenus. Néanmoins, les migrations peuvent être à la fois la cause et le résultat de la

pauvreté. Les difficultés économiques et sociales constituent un facteur qui pousse les personnes à émigrer pour chercher des emplois et /ou de meilleurs rémunérations. Alors que l'émigration joue un rôle important dans les stratégies familiales des pauvres, dans le sens où elles représentent un revenu additionnel et/ou complémentaire, se pose aussi la question de l'impact de ces transferts au niveau du développement local.

Dans cette première partie, nous aborderons tout d'abord le débat sur l'impact des remesas, puis en analyserons la situation au Mexique et plus particulièrement dans la région Mixteca.

1.1. Le débat sur les remesas

Le débat sur le rôle des transferts de migrants dans les processus de développement a acquis aujourd'hui une grande importance. Pour certains auteurs (Kapur 2003), on est en présence d'un nouveau « mantra » en économie du développement, une nouvelle source de financement pour le développement dont les effets avaient jusqu'à présent été largement ignorés, la contribution réelle de ce phénomène méritant d'être évaluée.

Au niveau macroéconomique et malgré l'incertitude des statistiques il est clair que les transferts de migrants constituent la seconde source de financement pour les pays en développement derrière les Investissements directs à l'étranger (IDE), en se situant sur une durée beaucoup plus stable. Comme elle n'implique aucun droit sur les actifs du pays receveurs, son importance est encore plus grande quand on raisonne en transferts nets : pour l'Amérique Latine elle représenterait par exemple 51% des transferts nets.

Toutefois, même si on reste au niveau des flux appréhendés au niveau macroéconomique, il n'est pas sûr que ces flux bénéficient aux pays les plus pauvres puisque ce sont les pays à revenus moyen qui semblent accaparer la plus grande part des flux. Par ailleurs des effets de proximité géographique avec les pays développés qui accueillent les migrants semble jouer : le cas du Mexique, pays à revenu intermédiaire, frontalier des Etats-Unis et deuxième receveur mondial en est un exemple.

Si maintenant on s'intéresse à la répartition et à l'utilisation de ces transferts dans les pays qui les reçoivent, d'autres considérations interviennent :

- Il n'est pas évident que ce soient les ménages les plus pauvres qui bénéficient des transferts de l'émigration.
- De nombreuses sources concordent pour affirmer que les transferts sont essentiellement utilisés pour financer la consommation (75% environ). S'ils sont donc susceptibles de réduire contra-cycliquement la pauvreté conjoncturelle, notamment celle qui résulte des chocs macroéconomiques et des crises, il ne sont pas dirigés majoritairement vers le financement d'activités productives, par exemple des activités d'agro-industrie rurale.

Il convient cependant de rester prudent en la matière. Certaines sources insistent sur la contribution de ces transferts aux activités productives, notamment dans le cas du Mexique (Woodruff et Zenteno, 2001, cités par Kapur, 2003). D'autre part, même s'ils ne financent pas directement des activités productives, ils constituent un système d'assurances sociales qui permet de limiter l'impact de la conjoncture sur la formation de capital humain (par exemple en permettant de maintenir des enfants à l'école), ils allongent aussi l'horizon d'anticipation des ménages, leur permettant éventuellement de concevoir des projets à plus long terme; ils stimulent enfin le développement d'activités dans des zones rurales liées au marchés de consommation ou aux transferts eux-mêmes, ils peuvent même permettre un financement collectif de certaines infrastructures de base.

D'un point de vue plus microéconomique les transferts des migrants peuvent être analysés en référence à deux courants :

- celui des « sustainable livelihoods », issu largement de la littérature sur l'économie des ménages ruraux ou « économie paysanne » ;
- celui des « capabilities », inspiré par les travaux d'Amartya Sen.

En référence à la notion de « sustainable livelihood », les transferts apparaissent comme la conséquence d'une activité de « gestion de portefeuille » de la part des ménages ruraux, pour lesquels le travail en émigration de certains de ces membres fait partie d'un ensemble d'options (exploitation agricole, salariat agricole, activités non agricoles) sur lequel il peut jouer pour maintenir un flux constant et garanti de revenu. Ces analyses peuvent d'ailleurs renvoyer à celle de la « nouvelle économie de la migration » qui insiste sur les processus de décision collectifs au niveau du ménage qui président au départ en émigration de certains de ces membres. D'un point de vue de politique économique, la préconisation serait de faciliter

au maximum cette gestion de portefeuille, par exemple en faisant baisser le coût des transferts, de façon à déplacer vers le haut la frontière efficace des choix ouverts aux ménages.

En référence au courant des capabilités, la question est plus complexe dans la mesure où la question posée est de savoir si les transferts permettent effectivement l'accroissement des capabilités des ménages concernés et non pas simplement leur niveau de consommation matérielle. La possibilité de mettre en œuvre des activités d'agro-industrie rurale, éventuellement sous la forme de systèmes agroalimentaires localisés est un exemple de cette augmentation des capabilités. Kapur souligne d'ailleurs à ce sujet que l'engouement pour les transferts de migrants vient en partie du fait que, comme ils parviennent directement aux ménages pauvres vivant dans des zones marginalisées, ils participent de l'attention portée aux phénomènes de développement localisés à la base, dont les SYAL peuvent être considérés comme un exemple. Il convient donc d'identifier à un niveau local la relation entre ces transferts et le développement de systèmes de ce type. Le financement direct de ces activité n'est qu'un des éléments de la relation : l'émigration peut être source d'acquisition de compétences éventuellement investies dans ces activités, de même que le simple fait de recevoir des transferts lorsque ceci implique la possibilité de disposer d'un compte bancaire et de se voir offrir des produits financiers. De même l'assurance de disposer d'un revenu régulier et garanti peut pousser certains individus à se lancer dans des activités nouvelles et à supporter le coût de l'apprentissage.

C'est l'ensemble de ces relations dont il faut tester l'existence sur un cas comme celui de la région Mixteca.

1.2. Les « remesas » au Mexique

<u>Inégalités régionales et flux de migrations :</u>

Au Mexique, il existe de fortes inégalités dans la répartition des revenus: alors que le revenu moyen par habitant était d'environ 5920 US$ en 2002, le décile le plus riche perçoit 40% des revenus nationaux, alors que le décile le plus pauvre n'en perçoit qu'1,1%.

Les inégalités ethniques et régionales se sont maintenues. Aussi, l'étude des indices régionaux de développement humain (Tableau n°1) révèle de fortes disparités: les indices les plus élevés se trouvent dans les régions du Nord-Est du pays, et les indices les plus bas dans

les régions du Sud (PNUD, 2005). Ainsi, l'IDH de la délégation Benito Juarez (D.F), 0.9231, est plus élevé que celui du Luxembourg, alors que l'IDH de Metlatonoc (Guerrero) 0,4144 est plus bas que celui du Nigeria ou du Rwanda. Et beaucoup de mexicains n'ont pas accès aux services minimums : 13,2 millions de mexicains n'ont pas accès à l'eau potable, 23,7 millions au tout-à-l'égout et 5,4 millions à l'électricité. Enfin, seuls 2% des pauvres bénéficient du système de sécurité sociale (Banque Mondiale, 2004). Par ailleurs, en 2000, 42% de la population rurale se trouvait en situation d'extrême pauvreté.

Tableau n°1 : L'IDH au Mexique: inégalités entre les Etats

Indicateur	National	Maximum	Minimum	Différence
IDH	0.7937	District Fédéral 0.8830	Chiapas 0.7076	24.8%
Indice de santé	0.8270	Basse Californie 0.8482	Chiapas 0.7990	6.2%
Indice d'éducation	0.8190	District Fédéral 0.8997	Chiapas 0.7372	22.0%
Indice de revenu	0.7352	District Fédéral 0.9018	Chiapas 0.5868	53.7%

Source: PNUD, 2005

Au Mexique, la pauvreté et le chômage sévissant dans certaines régions semble avoir poussé leurs habitants, en particulier les jeunes, à émigrer pour trouver des emplois et de meilleures rémunérations. De fait, les Etats ayant de forts taux de marginalisation (faibles revenus, manque de services et de conditions de vie appropriées) sont en général ceux qui expulsent le plus de main d'œuvre.

Les migrations peuvent être internes au pays ou internationales. Dans le cas mexicain, les migrations internes se concentrent sur la capitale et sur les Etats du Nord, principal fief des « maquilladoras » (secteur de la sous-traitance) qui sont des receveurs nets de migrants (données CONAPO). Mais la destination principale des migrations est les Etats-Unis (98% des migrants), en croissance rapide depuis les années 80. Selon le CCIS, les raisons de ces migrations ont été influencées par la création de réseaux sociaux et de ressources disponibles des familles pour couvrir le coût du passage de la frontière (de 1500 à 2500 dollars américains pour payer l'intermédiaire).

Une estimation du Conseil National de la Population (CONAPO) montre que 4 millions de foyers mexicains (soit 18% de la population) ont au moins un membre vivant ou ayant vécu aux EUA et/ou reçoivent des transferts provenant de ce pays. Les proportions varient suivant les régions, avec 37% dans les régions traditionnelles de migration, 22% dans le Nord, 12% au Centre et 4% dans le Sud-Est. Ces données confirment que le processus migratoire est bien ancré dans la vie quotidienne des mexicains, il est général et s'est installé pour durer. C'est aussi un phénomène marquant des relations entre le Mexique et les EUA avec des migrations permanentes et saisonnières (Tuirán, 2002).

La population mexicaine émigrante aujourd'hui est surtout composée de main d'œuvre non qualifiée mais qui fait ensuite défaut dans les campagnes pour les tâches agricoles. 25% des mexicains vivant aux Etats-Unis sont considérés comme pauvres selon les standards de vie américains (CONAPO, 2004). Ils travaillent surtout dans des secteurs d'activités où les salaires sont peu élevés (Tableau n°2). Toujours selon les études de la CONAPO, le revenu moyen des migrants mexicains habitants aux Etats Unis est 62% plus bas que le revenu des migrants des autres pays et des américains.

Tableau n°2 : Occupation professionnelle des migrants mexicains aux Etats Unis (2003)

Type de travail (occupation professionnelle)	**Pourcentage de mexicains**	**Pourcentage sur le total des migrants**
Agriculture, pêche et sylviculture	4.3	79.2
Professionnels (administrateurs ou gérants)	7.4	7.6
Services et ventes	15.4	17.0
Construction, maintenance et réparations	19.5	48.5
Ménages, préparations des aliments	25.6	46.0
Transports et production	27.9	44.1

Source : Elaboration propre à partir des données de la CONAPO (2004).

L'importance des remesas dans les revenus des familles mexicaine et leur utilisation :

Selon les données de la CONAPO (2004), issues d'enquêtes de revenus et de dépenses des ménages (ENIGH), 5,3% des foyers mexicains ont reçu des transferts pendant l'année 2000, ce pourcentage ayant augmenté de 5,7% en 2002. Le montant reçu par foyer était en moyenne de 2113 US$ en 1992 et de 2590 US$ en 2002. L'ENIGH explique cette augmentation par l'augmentation de 12% du nombre de réceptionnaires. Pour l'année 2004, la montant moyen des transferts a été estimé à 327 US$ alors que le nombre d'opération de transferts réalisée par les migrants mexicains a connu une forte augmentation, passant de 11,3 millions d'opérations de transferts en 2003 à 50,9 millions en 2004.

Cette source de revenu représente en moyenne 53% des revenus monétaires des ménages récepteurs de remesas. Par ailleurs, la moitié d'entre eux (52%) sont localisés dans les zones rurales (CONAPO, 2004). Oaxaca et Guerrero, deux des trois Etats conformant la Mixteca, sont parmi les principaux récepteurs de transferts, aussi bien en montant global que par habitant (Tableau n°3).

Tableau n°3: Montant des transferts par Etat

Etat	Réception de transferts monétaires, 2004			
	Montant total (millions de dollars courants)	Montant par habitant (dollars courants)	Classement en fonction du montant total	Classement en fonction du montant parhabitant
Michoacán de Ocampo	2196	521,2	1	1
Guanajuato	1532	304,7	2	2
Jalisco	1419	209,9	3	12
Estado de México	1385	95,9	4	21
Puebla	**956**	**174,4**	**5**	**14**
Distrito Federal	954	108,2	6	20
Veracruz-Llave	950	130,6	7	17
Guerrero	**826**	**254,2**	**8**	**6**
Oaxaca	**804**	**217,7**	**9**	**9**
Hidalgo	615	259,4	10	5
Chiapas	500	114,7	11	18
Zacatecas	422	298,2	12	3
Morelos	400	235,5	13	8
San Luis Potosí	393	163,8	14	16
Querétaro de Arteaga	337	214,3	15	11
Sinaloa	315	114,7	16	19
Aguascalientes	297	288,8	17	4
Nuevo León	282	67,5	18	24
Durango	278	179,4	19	13
Tamaulipas	241	77,6	20	22
Nayarit	238	240,1	21	7
Chihuahua	220	65,2	22	25
Tlaxcala	174	164,8	23	15
Coahuila de Zaragoza	155	61,7	24	26
Baja California	149	52,0	25	28
Sonora	147	60,0	26	27
Colima	127	217,4	27	10
Tabasco	95	46,4	28	30
Yucatán	80	44,8	29	31
Quintana Roo	72	68,4	30	23
Campeche	37	48,5	31	29
Baja California Sur	17	34,7	32	32
Mexique	**16613**	**156,1**		

Source: à partir des données de la Banque du Mexique, Indicateurs économiques consultées par leurs auteurs en juillet 2005 sur le site Internet www.banxico.org.mx.

L'Etat souhaite aujourd'hui canaliser l'utilisation de cette rente vers le développement du pays et a mis en place différents programmes gérés par le Ministère du Développement Social (SEDESOL). Le programme le plus important est le programme « 3 X 1 » : à chaque dollar apporté par un migrant à sa communauté d'origine, le gouvernement fédéral, celui de l'Etat et le conseil municipal apportent chacun un dollar. Ce mécanisme permet aux migrants d'être sûrs de la bonne utilisation des fonds apportés pour l'exécution des projets choisis par eux-mêmes. Cependant, l'analyse des projets financés par ce mécanisme, dont la portée est encore limitée (environ 117 millions de dollars entre 2002 et 2004), montre qu'il s'agit surtout de projets (64%) concernant la construction ou l'amélioration des églises, des rues, de la place du village, de terrains de sports et de salles des fêtes alors que les migrants proviennent des régions les plus pauvres qui manquent des infrastructures de base.

Aussi, Durand (2005) distingue quatre types de transferts, en fonction de leur utilisation :

- La "remesa salarial" utilisée pour le soutien de familles se trouvant à des degrés importants de pauvreté et qui est utilisée pour les dépenses courantes. Au Mexique, 75% des « remesas » sont de ce type et contribuent à améliorer la qualité de vie des familles les recevant, même si elles continuent à être pauvres.
- La "remesa – investissement" qui est utilisé pour l'achat de propriétés, la construction de maisons et la consommation de biens durables.
- La "remesa – capital" qui constitue une épargne pouvant être investie dans des activités productives générant des revenus.
- Les autres "remesas":
    - **a.** "remesas en espèces" ayant une certaine valeur économique mais surtout symbolique: téléviseurs, vêtements, appareils électroniques, jouets et autres accessoires qui arrivent sous la forme de cadeaux.
    - **b.** "remesas sociales" qui sont des transferts d'argent aux communautés d'origine des migrants et qui maintiennent les relations des villages avec les migrants.
    - **c.** "remesas systèmes" qui sont aussi des transferts d'argents pour maintenir le système d'émigration et qui financent les visites familiales et les coûts d'émigration de nouveaux candidats (intermédiaires ou "coyotes", passeport, visas, voyage, etc).

L'enquête sur les « remesas » réalisée par la BID-FOMIN confirme que celles-ci sont surtout utilisées pour des dépenses courantes (78%) et très peu pour des investissements productifs (1%) (CESOP, 2005). 67% des bénéficiaires reconnaissent avoir améliorer leur niveau de vie grâce à elles.

Reichert (1982) a décrit le "syndrome de l'émigrant" selon lequel les émigrants se transforment en une nouvelle classe d'habitants ruraux qui aident peu à réduire la pauvreté et les inégalités avec les non-migrants. De plus, du fait d'un mode de consommation de biens importés, ils contribuent aussi à augmenter la dépendance vis à vis des importations.

Nos premières constatations montrent que, d'une manière générale, « la remesa salarial » est utile pour les familles et importante en montant global, mais elle n'est pas suffisante (en montant et en périodicité) pour aider les familles réceptrices à améliorer leur niveau de vie car la plupart ont surtout été utilisée pour la construction des maisons des émigrants qui espèrent revenir au pays.

1.3. Les remesas dans la région Mixteca

Caractéristiques socio-économiques de la région Mixteca :

La Mixteca est le territoire où vivent les descendants de la très ancienne "culture mixteca" dont les traditions sont encore très fortes. Ce territoire est une unité géographique, historique, ethnique et culturelle reconnue.

Le relief de la Mixteca est particulièrement accidenté, de moyenne montagne (maximum 2500 m d'altitude) avec une façade maritime bordant l'océan Pacifique. Son climat est semi-désertique et ses ressources naturelles sont particulièrement dégradées du fait d'un élevage extensif, de la transhumance des chèvres et de la production de charbon de bois. Des sols pauvres et le manque d'eau conditionnent une agriculture familiale qui est essentiellement tournées vers l'autoconsommation.

Sa population, majoritairement d'origine indigène et rurale, est d'environ 1.200.000 habitants. Elle est répartie sur les Etats de :

- **Oaxaca** : 155 municipalités soient 448.435 habitants (13% de la population de l'Etat de Oaxaca), principalement ruraux (82%)
- **Puebla** : 47 municipalités soient 259.449 habitants (12% de la population de l'Etat de Puebla), principalement ruraux (43%)

- **Guerrero** : 19 municipalités soient 366.821 habitants (12% de la population de l'Etat de Guerrero), principalement ruraux (87 %) et indigènes (70%)

La Mixteca est une des régions les plus pauvres du Mexique. En effet, les Etats de Oaxaca etde Guerrero sont parmi les trois Etats les plus pauvres du Mexique. Leurs IDH sont particulièrement faibles (Tableau n°4), surtout leurs indices d'éducation et de revenu. Ceci explique qu'ils soient parmi les Etats de plus forte émigration (avec ceux de Puebla, Veracruz et Hidalgo). Les Etats de Guerrero et de Oaxaca sont aussi ceux qui fournissent aux EUA la majorité des ouvriers agricoles dont ils ont besoin. En 2002, l'IDH de la région de Oaxaca était de 0.7202, ce qui la place en situation d'avant-dernier au niveau national (PNUD, 2005).

Tableau n°4 : L'IDH de 5 Etats mexicains(2004)

Position selon l'IDH	Entité	IDH	Indice de Santé	Indice d'éducation	Indice de Revenu
1	District Fédéral	0.8830	0,8476	0,8997	0,9018
25	Puebla	0,7598	0,8181	0,7855	0,6758
30	Guerrero	0.7296	0,8031	0.7473	0,6384
31	Oaxaca	0,7164	0,8026	0,7491	0,5976
32	Chiapas	0,7076	0,7990	0,7372	0,5868
Moyenne Nationale		**0,7937**	**0,8270**	**0,8190**	**0,7352**

Source : PNUD, Informe sobre desarrollo humano, Mexico 2005.

Selon les données du PNUD[1], une seule municipalité a un IDH élevé (Villa de Tamazulápam del Progreso, 0,812) et 3 ont un IDH bas (moins de 0,499), les autres étant classifiées avec un IDH moyen. Le plus bas IDH de tout le pays est celui de Metlatonoc (0,414) de la Mixteca, avec plus de 30.000 habitants. La CONAPO souligne le fort taux de mortalité infantile de la région Mixteca avec 33/1000 (moyenne nationale 25/1000), son analphabétisme de 27% pour les plus de 15 ans (moyenne nationale 10%) et un PIB par habitant de 1780 US dollars (la moyenne nationale étant de 7495 US dollars (CONAPO, 2000).

Le faible PIB s'explique par l'instabilité des revenus des habitants de cette région: 40,3% de la population n'a pas de revenus fixes, 29,2% perçoit moins du montant du salaire minimum mexicain (le salaire minimum étant de 12819 pesos par an, soit l'équivalent de 1335US dollars), 16,4% perçoit un montant compris entre 1 et 2 salaires minima, 5,7% entre 2 et 3,

[1] Il manque des données pour 5 municipalités. Source : PNUD Indice de Desarrollo Humano Municipal en Mexico 2004. Datos correspondientes al 2002

2,6% entre 3 et 5, 2% plus de 5 et 3,9% ne sont pas spécifiés (informations fournies par la Fondation Ayú).

Le problème principal de la région est donc sa forte pauvreté, liée à ses caractéristiques (relief très accidenté, manque d'eau et sols pauvres) qui ne sont favorables ni à l'agriculture ni à l'industrie. Cela conduit 60% de la PEA à partir rechercher des opportunités de travail à la capitale, dans les Etats du Nord et surtout aux EUA.

Le flux migratoire de cette région a commencé au début des années 80 quand les paysans ont émigré pour travailler dans les zones agricoles du nord du pays et aux Etats-Unis. Au départ, ce sont surtout les hommes (chefs des familles) qui ont commencé à émigrer (Ortiz, 2004). Maintenant, on constate que les candidats à l'émigration sont surtout les jeunes. La plupart des usines ont fermé (fabriques de chapeaux, ballons de football, d'artisanat, etc.) et les revenus agricoles sont très bas.

Utilisation des remesas dans l'Etat de Oaxaca région Mixteca :

Selon une enquête réalisée par le CCIS (2004), la majorité des habitants de l'Etat de Oaxaca affirment que c'est le besoin de couvrir les coûts du quotidien qui les poussent en priorité à émigrer (92%). 57% ajoutent aussi leurs besoins financiers pour construire ou améliorer le logement. Et ce sont seulement 12% qui émigrent pour obtenir des ressources pour financer une activité économique telle qu'un commerce.

Dans l'Etat de Oaxaca, les « remesas » sont utilisées principalement pour les dépenses courantes qui comprennent l'alimentation, le logement, l'habillement, l'éducation, les électroménagers et la santé (57% du total selon CCIS, 2004) et complètent les revenus agricoles qui sont très insuffisants pour soutenir une famille. Nos enquêtes préliminaires effectuées dans la région Mixteca ainsi qu'une série de recherches sur le thème des « remesas » confirment cette situation pour tous les Etats les plus pauvres.

Nous avons aussi pu constater à Huajuapan de Léon, capitale de la région Mixteca, un phénomène encore peu étudié mais à notre avis important, de création d'une économie locale liée à l'émigration avec l'augmentation importante de certains secteurs commerciaux et de services due aux échanges et aux transferts d'argent et de biens entre les migrants et leurs familles: maisons de change et instituts financiers spécialisés dans les transferts d'argent

nationaux et internationaux, commerces de vêtement et de biens électroniques et ménagers, maintenance des voitures, fret, boutiques pour la communication (téléphones, faxes, internet), etc. L'IDH de la capitale de la Mixteca, 0,797 est l'un des plus forts de la région et son taux de marginalisation est le plus faible, ce qui montre bien que cette ville profite économiquement de sa position privilégiée de capitale d'une région recevant un montant élevé de remesas.

II. Les SYALS et les capabilités

Afin de comparer l'impact de l'économie de « remesas » (transferts) à l'impact dérivé des activités de la fondation Ayú sur le développement durable de la région de la Mixteca, nous fondons notre analyse sur l'approche des capabilités proposée par A. Sen. Il définit le développement « comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus » (Sen, 1999). Au-delà du rôle joué par les revenus au sein de ce processus, A. Sen souligne l'importance déterminante des dispositions économiques et sociales (accès à l'éducation et à la santé, apprentissage de savoir-faire par exemple) d'une part et des libertés politiques et civiques d'autre part.

Dans le cas de régions rurales marginalisées, telles que la Mixteca au Mexique, l'absence d'opportunités économiques constitue un obstacle majeur au développement et motive l'exode rural et la migration internationale. Toutefois, des projets de développement, tels que celui de la Fondation Ayú, cherchent à lutter contre cette « fatalité » en participant à la création d'activités économiques viables pour les populations rurales tout en leur facilitant l'accès à l'éducation et à la santé.

Nous montrerons tout d'abord en quoi le développement de SYAL peut permettre d'accroître les « capabilités » des populations rurales pauvres. Nous étudierons ensuite le cas des projets productifs de la Fondation Ayú, en particulier le programme caprin.

Le territoire de ce programme fait partie de la Mixteca. Elle s'étend entre la ville de Huajuapan de Léon (capitale de la Mixteca), Mariscala de Juarez et la frontière entre les Etats de Oaxaca et Guerrero au niveau de San Francisco Tlapancigo.

2.1 Les SYAL dans la construction et le renforcement des capacités

La création d'activités économiques en milieu rural, à travers le développement d'activités agro-industrielles basées sur la construction et l'activation de ressources spécifiques (qualité de la production agricole, savoir-faire pour la transformation,….) peut permettre d'accroître les « capabilités » des individus, comme le montre l'étude de la concentration des activités fromagères artisanales (SYAL) de Cajamarca, au Pérou (Boucher, 2004 et Boucher, Carimentrand, Requier-Desjardins, 2003).

Nous avions pu montrer que l'action collective conduit au renforcement des « capabilités » des acteurs que ce soit en termes d'accessibilité ou par rapport à leur projet de vie, en reprenant la distinction introduite dans la grille de pauvreté de Dubois, Mahieu et Poussard (2001), les capabilités étant définies par A. Sen comme « un ensemble de vecteurs de fonctionnements, conditions d'existence ou d'action, qui reflètent la liberté d'une personne de se réaliser à travers le mode de vie qu'elle a choisi » (Sen, 1992). Dans le cas des SYAL, l'accessibilité concerne notamment l'accès à de nouveaux services (tels que la formation dans le cadre des associations, ou l'information sur les marchés) et l'augmentation des dotations des acteurs à différents niveaux, celui du savoir-faire et du capital humain dans la mesure où elle débouche sur des innovations, celui du capital social dans la mesure où le processus renforce et développe les relations entre acteurs. Elle permet aussi la formulation et la réalisation de projets, notamment au plan de la mise en marché ou de la création de signes de qualité.

Il y a donc une relation entre le développement de la capacité d'action collective au sein de ces systèmes et le développement des « capacités » des acteurs qui les composent. Toutefois la dynamique de constitution de ces capacités d'action collective, notamment la construction de dispositifs d'exclusion et l'accès différencié aux dotations risque de conduire alors à un processus de renforcement des disparités de « capacités » entre les acteurs.

Reprenant la typologie de De Janvry, Araujo et Sadoulet (2002) on peut considérer que la promotion des AIR/ SYAL se rattache à la 2ème dimension de la stratégie de réduction de la pauvreté rurale (« favoriser la croissance au niveau régional pour générer des opportunités de revenus au niveau local, de manière décentralisée ») qui met notamment l'accent sur le rôle de la proximité à un centre urbain, du contexte géographique, des connexions (infrastructures, routes, temps de transport), et des capacités propres à chaque région.

2.2 Les projets productifs et les capabilités

La « Fundación Ayú », fondée il y a 7 ans par Don Heladio Ramírez, ex- gouverneur de Oaxaca et actuel président de la CNC (Confederacion Nacional Campesina), a pour but le développement durable de la région Mixteca.

Pour faire face aux contraintes de la région (désertification, dégradation du milieu naturel, extrême pauvreté), la Fundation Ayú a mis en place un programme de développement régional selon les cinq axes suivants:

- Amélioration de la productivité et génération de revenus (le programme caprin en fait parti).
- Développement social, avec les composants de santé, hygiène, nutrition et eau.
- Programmes du micro – crédits spécialement dirigés vers les femmes.
- Récupération de sol et de l'eau à travers la reforestation, Utilisation de cuisinières écologiques et le contrôle des chèvres.
- Organisation des acteurs locaux.

<u>Le programme caprin :</u>

Le programme caprin est composé d'une concentration de 23 coopératives formées de 360 éleveurs de chèvre qui ont été induites par la fondation Ayú. Les coopératives sont situées à proximité de la route qui relie Huajuapan de Léon à La Mariscala de Juarez et ensuite vers Santiago Tamazola où elle se poursuit par une piste en mauvais état jusqu'à la frontière de l'Etat de Guerrero.

Le projet a été conçu dans un élan de grand enthousiasme, il est très ambitieux et bénéficie de ressources financières importantes. La Fondation Ayú cherche à apporter des solutions aux problèmes de la pauvreté de la région Mixteca, par la création de revenus provenant de la vente de lait et de chevreaux, et en redonnant confiance à des populations fragilisées par le départ de 60% des jeunes vers les EUA. Elle recherche des alternatives de production, en préservant les ressources naturelles sérieusement dégradées par l'élevage extensif des chèvres et la production de charbon de bois. C'est l'objectif principal de son programme caprin. Pour cela la Fondation fait preuve d'un grand volontarisme et a obtenu des moyens importants pour

la mise en place de ce projet. La Fondation a dû le lancer très rapidement du fait des exigences des bailleurs de fonds.

Pour répondre à ces objectifs, le projet a été imaginé de la manière suivante :

1. Définir le territoire du projet dans une région très touchée par les migrations et l'érosion, la Mixteca, mais ayant aussi un réseau de routes et de pistes compatible avec les besoins du projet. Le choix a été guidé par la nécessité de pouvoir organiser le système de ramassage du lait dans de bonnes conditions. Une attention particulière a aussi été portée à la ressource hydrique.
2. Organiser sur ce territoire des groupes de producteurs intéressés par le projet et qui ont déjà participé à des projets de la Fondation ou d'ONG proches : caisse d'épargne rural, création de jardins, élevage d'une vache laitière, groupes de femmes, etc. La Fondation espérait créer des groupes de 15 à 20 membres environ.
3. Fournir à chaque groupe un module d'élevage de chèvres composé d'un troupeau de 130 chèvres environ avec quelques boucs de races sélectionnées (Saanen, Blanche des Alpes), d'une unité de traite mécanique, d'une broyeuse de fourrage et d'une unité de conservation du lait : un local approprié de 25 m², un tank de refroidissement et conservation du lait de 1500l et des bidons de lait de 20l. Pour produire l'alimentation, un module de production hydroponique de fourrage à base de maïs a été installé pour chaque groupe. Il est composé de 5 serres « Minigree 600 » d'une superficie de 105m² chacune comprenant un système intégré d'arrosage automatique.
4. Organiser la formation et l'assistance technique des groupes de manière à ce qu'ils puissent prendre progressivement leur autonomie. Un système de coordination participatif a aussi été mis en place avec des réunions mensuelles de tous les responsables des coopératives et des techniciens de la fondation.
5. Organiser dans un premier temps le ramassage du lait et sa vente de même que celle des chevreaux.
6. La Fondation a obtenu les ressources financières nécessaires pour monter le projet et a établi un système de prêt avec les groupes de manière à ne pas leur donner directement les installations mais en promouvant la création d'un fonds alimenté par le remboursement des prêts qui sera ensuite transféré aux groupes. La Fondation cherche à éviter le paternalisme et l'aléa moral sur l'utilisation des fonds.

En analysant les objectifs du projet, on constate qu'il doit se convertir en un générateur de capacités de base permettant d'atteindre certains niveaux acceptables. Et les capacités créées doivent être à leur tour créatrice d'un SYAL dans la mesure où des relations fortes s'établissent entre tous les acteurs du projet. Soulignons l'importance de ce projet pour redonner espoir et confiance à une population traumatisée par son incapacité à retenir ses enfants au pays et à trouver des emplois. Dans cette région, la situation est telle que même la culture du maïs avait été abandonnée.

En créant et en organisant 23 coopératives caprines dans une première étape, le projet a favorisé l'émergence d'actions collectives horizontales. Chaque coopérative doit acquérir les savoir-faire nécessaires pour l'élevage des chèvres, pour la production de lait et celle du fourrage hydroponique .

Ensuite, le projet cherche à former une organisation de second niveau qui coordonnera les acteurs de l'ensemble du système, en particulier les actions collectives créées dans la première étape et qui organisera la filière: collecte et vente du lait et des chevreaux puis création d'une ou plusieurs fromageries de chèvre. Le mécanisme de coordination mise en place devrait s'apparenter à celui préconisé et mis en place à Cajamarca par Boucher (Boucher, 2004 et Boucher, Carimentrand, Requier, 2002) comme élément central d'un processus d'activation d'un SYAL. C'est un mécanisme de coordination de type hybride articulant les actions collectives horizontales avec l'axe de la filière.

Cependant la situation sur le terrain est complexe et nos interviews ont montré que :
S'il était prévu d'avoir des groupes coopératifs d'une quinzaine de membres, beaucoup ont déserté et les groupes sont aujourd'hui d'environ 5 à 10 membres : beaucoup ont été découragés par : 1/ la lenteur de la mise en place (une mise en place de 1 à 2 ans, ce qui parait tout à fait normal pour ce type de projet), 2/ un manque de confiance entre les membres de certains groupes, 3/ les premières difficultés survenues pour alimenter les chèvres du fait de la saison sèche et du manque de semences, et 4/ l'incapacité des groupes pour gérer leur exploitation du fait d'un faible niveau de formation. Enfin, c'est le mode de financement des aliments des chèvres qui pose problème : les sociétaires doivent prendre sur leurs propres ressources, donc sur les remesas reçues pour leurs dépenses courantes pour financer une action collective. Certains l'acceptent en ayant intériorisé le projet et compris que c'est leur affaire et non pas celle de la Fondation, mais les autres non. Ce financement de l'aliment

montre à la fois le lien direct entre remesas et capacités et ses propres limites : pour les uns, il s'agit de dépenses et pour les autres d'un investissement sur l'avenir. La Fondation, dans le but de faire avancer le projet, a pris sur ses ressources le financement de ces aliments pendant cette première période difficile de soudure afin de permettre aux coopératives de mieux organiser leur production et d'atteindre rapidement le point d'équilibre. Cette première étape permet de formuler la question du lien entre capacités et remesas.

On peut constater aujourd'hui que les groupes, suite à la réduction d'effectifs, sont relativement solides, car repartis entre le type familial (avec des liens familiaux entre tous ses membres) et le type de « compadrazco », c'est à dire d'amis très proches. Boucher (2004) explique ce phénomène par la notion d'« **action collective structurelle** » qui se rapproche de celle de groupe définie par M. Olson, qui pour fonctionner doit être un groupe de petite taille formé de membres qui se connaissent tous (proximité forte). Ceci permet de dire que cette action collective structurelle se construit par la création d'un groupe associé à une exclusion d'acteurs, que l'on pourrait qualifier d'indésirables par le groupe. On peut donc dire qu'un processus naturel d'écrémage s'est opéré dans les coopératives caprines. Mais cette action collective structurelle doit être complétée par une **« action collective fonctionnelle »**, et c'est sans doute là que réside le principal enjeu et la principale difficulté pour la Fondation.

Géographiquement, les coopératives sont reparties sur deux zones très distinctes, l'une comprise entre Huajuapan de Léon et la Mariscala, donc proche des services et d'un accès facile, et l'autre zone, beaucoup plus isolée car éloignée de ces deux villes et donc de tous les services et sans route asphaltée. Cette dernière se caractérise aussi par le manque d'eau qui rend encore plus difficile la situation.

Nous avons pu constater aussi que face aux difficultés, les groupes ne réagissent pas de la même manière et que les liens de confiance qui existent entre les sociétaires et le sentiment d'appartenance au projet sont les éléments clé pour une réaction positive et efficace.

Ainsi dans le cas de la coopérative « Camino al Desarrollo » de San Jose Zocoteaca, après une première période de flottement, de désespérance, les coopérateurs se sont unis fortement (ils ont des liens familiaux entre eux et sont relativement âgés), ils ont pris en main leur destinée et se sont organisés de manière à produire rapidement les aliments pour les chèvres et diversifier leurs activités par la production de tomates hydroponiques en valorisant leurs

ressources propres : les remesas reçues, une parcelle bien irriguée et les serres. Les résultats ont été spectaculaires car en un mois la production de lait a augmenté de 60% et la mortalité des chevreaux à la naissance a presque disparu. Un groupe de femmes sans emploi a donc réussi à s'organiser autour d'actions productives.

Dans d'autres cas, au contraire, on s'aperçoit des difficultés des groupes pour faire face aux différents problèmes qui se présentent: sortie du groupe du propriétaire du terrain, panne d'équipements, maladie des animaux, etc. Ils ont une attitude passive et attendent que les « ingénieurs de la Fondation » résolvent leurs problèmes.

Les premières analyses de l'état actuel du projet montrent que le volontarisme affiché par la Fondation n'est pas toujours suffisant et qu'un tel projet doit surtout compter sur la coopération des acteurs et leur confiance et donc sur le fait qu'ils se sentent partie prenante et propriétaires du projet. Ceci permet d'affirmer que ce n'est pas la Fondation qui créée des capacités, sinon qu'elle crée un environnement, des conditions favorables et que ce sont véritablement les acteurs qui créent leur propres capacités et activent leurs ressources territoriales. C'est le véritable point central du processus de formation des capacités : il est très lent, avec des périodes d'organisation, de formation des actions collectives, d'apprentissage collectifs, d'acquisition de savoir-faire, etc.

A ce stade nous pouvons nous poser la question de la création d'un SYAL. D'une certaine manière, celle-ci suit celle des capacités et en est une conséquence positive. Dans la première étape du projet, il n'y aura pas à proprement parlé de formation d'un SYAL sinon la mise en place de conditions favorables à sa création qui pourra naître dans la seconde étape par la création d'articulations entre tous les acteurs. C'est aussi le moment où pourra commencer le processus d'activation du SYAL.

Sur le lien entre remesas et capacités, les entrevues réalisées et les premiers résultats du projet tendent à montrer qu'il y aura création de capacités, si des remesas sont mises au service du projet et donc que s'opère un transfert entre « remesas salarial » et « remesas capital ». Car, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette communication, les remesas sont surtout utilisées pour les dépenses courantes et la construction et l'aménagement des maisons, le financement de fêtes patronales, des églises, dans le cadre de projets financés par des clubs de migrants aux Etats Unis (21 sur 34 projets sont de ce type), et très peu pour le

développement d'activités productives. De plus le rôle d'une institution comme la Fondation Ayú doit être avant tout celle d'un catalyseur, d'un accompagnateur et ne devrait pas avoir de rôle prépondérant, ni paternaliste.

D'autres points devront être approfondis comme ceux des liens entre remesas, actions collectives et capacités et des possibilités d'exclusion et d'augmentation des asymétries entre acteurs locaux. Un point important a été mis en évidence : il est nécessaire de créer des capacités grâce à des actions collectives, à de la confiance pour pouvoir ensuite créer un SYAL et non le contraire. C'est peut être l'erreur d'appréciation commise par la Fondation qui a rendu difficile la mise en place de son programme caprin.

Conclusions :

Dans nos investigations préliminaires, des liens ont été mis en évidence. Cependant le débat autour des remesas et de son lien avec les capacités et les SYAL doit être approfondi et un projet de recherche est actuellement mis en place. Une question en particulier devra orienter ces recherches : du point de vue de la formation de capacités, SYAL et remesas constituent-t-ils des systèmes alternatifs ou complémentaires ? Cette question ne se résout pas uniquement par la prise en considération de la contribution des remesas au financement des activités d'un SYAL. Elle exige d'envisager la situation des différents acteurs engagés dans l'action collective de construction de ce SYAL du point de vue des remesas et plus largement du système de migrations : par exemple les ménages concernés ont-ils plus ou moins de membres en émigration que la moyenne des ménages? Elle demande également d'identifier les processus d'innovation et d'apprentissage à l'œuvre dans les Syal pour voir dans quelle mesure ils ne sont pas liés au développement de l'émigration : par exemple y a-t-il des compétences techniques ou gestionnaires qui peuvent être considérées comme la conséquence des flux d'émigration ou de retour ?

Les Systèmes Agroalimentaires Localisés peuvent s'inscrire dans une stratégie de lutte contre la pauvreté par le renforcement des capacités si un certain nombre de conditions ont été respectés, comme nous venons de le voir en analysant les premiers résultats du programme caprin de la Fondation Ayú. Nous relèverons principalement l'importance des actions collectives, de la création d'un mécanisme de coordination, de la participation et de la confiance des acteurs et d'un rôle limité d'une institution à l'accompagnement des acteurs.

Soulignons aussi que dans le cas d'un SYAL induit par un projet, il doit y avoir une phase préalable permettant de créer les conditions et les capacités nécessaires. Les remesas comme source de financement du développement peuvent être la solution pour créer des actions productives comme des AIR. Les migrants et leurs familles doivent l'entendre ainsi et en comprendre l'intérêt et des politiques publiques d'appui pourront alors les conforter. Des régions pauvres comme la Mixteca pourront alors revivre et maintenir leurs enfants.

Bibliographie :

Banque Mondiale (2004) Rapport annuel

BOUCHER F., 2004. Enjeux et difficulté d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'Agro-Industries Rurales, le cas des fromageries rurales de Cajamarca, Pérou, Thèse de doctorat, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, novembre 2004. 436p. + annexes 250p.

BOUCHER F., CARIMENTRAND A., REQUIER-DESJARDINS D., 2003 « Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les Systèmes Agroalimentaires Localisés contribuent-ils au renforcement des « capabilités » ? » *in* 3ème Colloque sur l'Approche des Capacités, Université de Pavie, 7-9 septembre 2003

CCIS (2004) "Remittance Outcomes in Rural Oaxaca, Mexico: Challenges, Options, and Opportunities for Migrant Households", By Jeffrey H. Cohen and Leila Rodriguez Pennsylvania State University Working Paper No. 102 August, 2004. University of California-San Diego La Jolla, California.

CESOP (2005) "Remesas: un acercamiento a sus impactos sobre la pobreza y el desarrollo", Camara de Diputados, Mexico, febrero 2005.

CONAPO (2004). "La nueva era de las migraciones". México, diciembre 2004.

CONAPO (2000) Índices de desarrollo humano, 2000. http://www.conapo.gob.mx/00cifras/6.htm

DE JANVRY A., ARAUJO C., SADOULET E. 2002. "El desarrollo rural con una visión territorial", Universidad de California en Berkeley, 12p., http://www.amer.unam.mx/docs/Janvry.pdf

DURAND J (2005). Exposition dans le Simposium "Migración y Mercados de Trabajo". Quinto Congreso de la Asociación Mexicana de Estudios Rurales (AMER). Oaxaca. Mayo 2005.

FERNÁNDEZ CASTILLA R. (¿?) "Migraciones y Remesas en el Contexto de la Globalización", 46va Reunión de la Junta de Gobernadores del Banco Inter-Americano de

Desarrollo y de la Corporación Inter-Americana de Inversiones, Fondo de Población de las Naciones Unidas Okinawa, Japón.

KAPUR, D. (2003), Remittances: the nez development mantra. Paper prepared for the G-24 Technical Group Meeting. 39p.

LOZANO ASCENCIO, F. (2005) Evolución y tendencias de la migración internacional y las remesas en México: retos y desafíos en materia de políticas públicas. Material preparado para ser presentado en el módulo:"Migración, Remesas y Microfinanciamiento". Seminario sobre aspectos sociales del microfinanciamiento en México. El Colegio de México México, D.F., lunes 2 de mayo de 2005.

McKINLEY B. (2003), Discours prononcé à la VIIIème conférence régionale sur la migration Cancun, Quintana Roo, Mexico, 29 – 30 May 2003.

OLSON, M., 1992. "La lógica de la Acción Colectiva. Bienes Públicos y la Teoría de Grupos". Limusa, Grupo Noriega Editores. México. 199p. Traduction de "The logic of collective action. Public goods and the theory of groups" 1965, Université de Harward.

PNUD (2005) Informe sobre Desarrollo Humano México 2004. El reto del desarrollo local. PNUD, México D.F, 2005

ORTIZ, M. (2004) "La migración y su impacto social y económico en la Mixteca y Oaxaca. En Presencias de la Cultura Mixteca. Universidad Tecnologica de la Mixteca

SEDESOL 2005. Medición de la pobreza 2002-2004. Presentación del Comité técnico para la medición de la pobreza en México.

SEN, A. (1992) Inequality reexamined, Russell Sage Foundation, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, USA.

SEN, A., 2000. "Repenser L'inégalité". Editions du Seuil. Paris, France. 281p.

SEN A., 1999. "Development as freedom". Oxford Press University.

TUIRÁN R. (2002) "Migración, remesas y desarrollo". En La situación demográfica de México, 2002. CONAPO. http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/2002/06.pdf